

BioSoc – Bulletin sur la Biodiversité et la Société

Points saillants de la recherche sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation

ÉDITION 24 : MARS 2007

NATURE, REFUGIES ET SECOURS HUMANITAIRES : QUELLE EST LA CONNEXION ?

Ces dernières années, les débats sur les interactions entre pauvreté et conservation ont accordé beaucoup d'attention aux rôles et aux responsabilités – souvent controversées – des organismes de protection de la nature et des agences d'aide au développement. Un nouveau rapport par le réseau de surveillance TRAFFIC fait la lumière sur un secteur trop souvent ignoré dans ce débat – les agences de secours humanitaires : les ONG, les agences onusiennes et les organes des pouvoirs publics qui travaillent sur le terrain avec des réfugiés, des victimes de catastrophes naturelles, etc. Le rapport *Épinards du soir* explore ce qui se produit lorsqu'il n'est pas accordé suffisamment d'attention à la gestion et à la protection de la nature dans des zones qui ont été désignées comme des camps de réfugiés, en s'appuyant sur l'expérience vécue en Tanzanie laquelle, depuis 1993, est l'hôte de la plus forte concentration de camps de réfugiés au monde.

Depuis plus de dix ans, les agences humanitaires ont reconnu qu'il fallait se pencher sur les questions environnementales qui gravitent autour de la création de camps de réfugiés, reconnaissant la dépendance des réfugiés envers des moyens de subsistance à base de ressources naturelles comme le bois de chauffe, les pieux et piquets et les sources d'eau locales. Toutefois, TRAFFIC estime que la contribution de la viande de brousse à la sécurité alimentaire et au bien-être des réfugiés, et l'impact des politiques de gestion des camps de réfugiés sur la nature, ne sont pas pleinement reconnus. L'organisation s'avoue particulièrement troublée par l'emplacement des camps de réfugiés (en Tanzanie, plus de 20 camps de grande envergure ont été établis près de réserves de chasse, parcs nationaux et autres aires protégées), par les quantités insuffisantes de protéines essentielles fournies dans les rations alimentaires des réfugiés (malgré tous les efforts déployés par le Programme alimentaire mondial, les rations sont souvent insuffisantes et elles ne contiennent pas de viande) et par la politique du gouvernement qui tend à décourager "l'autosuffisance" à l'intérieur des camps de réfugiés (de sorte que les possibilités génératrices de revenu sont très rares). De ce fait, la chasse, le commerce et la consommation illicites de viande de brousse (que l'on appelle localement "épinards du soir" en raison de la nature secrète et nocturne de ce commerce) ont prospéré.

Le nombre élevé de réfugiés a entraîné une dégradation considérable de l'habitat tandis que la chasse et le commerce d'animaux sauvages pour leur viande a eu un impact négatif déplorable sur les populations locales d'espèces sauvages. Un des résultats de ce constat a été la baisse du revenu des autorités locales car la situation des réfugiés a nui à la chasse commerciale et au tourisme. De plus, on a constaté un amenuisement des ressources importantes pour les moyens de subsistance des communautés locales du fait de la diminution des populations d'espèces sauvages. Malgré cela, TRAFFIC ne prône pas pour autant une répression systématique des activités des réfugiés – même si le rapport souligne que l'application de la loi est indispensable pour protéger certaines espèces menacées, comme les chimpanzés et les éléphants. Il est plus troublant de constater que le commerce est symptomatique d'un échec de la part de la communauté internationale à satisfaire les besoins élémentaires des réfugiés. Les agences humanitaires doivent revoir leurs politiques de rations alimentaires insuffisantes et il se peut qu'une option qui mérite d'être envisagée plus sérieusement soit l'exploitation durable des espèces sauvages – non seulement comme source de protéines pour les réfugiés mais aussi comme source de revenu pour les communautés locales.

La conclusion présentée n'a rien de nouveau – la situation exige d'accorder une attention urgente au renforcement du dialogue et des partenariats. Le type de partenariat évoqué est toutefois plus inédit – en effet, à ce jour, les agences humanitaires n'ont pas pris part au débat sur les interactions entre conservation et pauvreté. Il semblerait, à présent, que le moment soit venu de le faire.

SOURCE :

Jambiya, G., Milledge, S.A.H. et Mtango, N. (2007). *'Night Time Spinach': Conservation and livelihood implications of wild meat use in refugee situations in north-western Tanzania*. TRAFFIC East/Southern Africa, Dar es Salaam, Tanzanie.

Le rapport peut être téléchargé, en anglais ou en français, depuis :
<http://www.traffic.org/home/2008/1/22/lack-of-meat-for-refugees-causing-large-scale-poaching.html>.

Toute demande de renseignement est à adresser à Simon Milledge : traffictz@bol.co.tz

BIOSOC

BioSoc est une publication du Groupe d'apprentissage pour la pauvreté et la conservation (Poverty and Conservation Learning Group – PCLG) préparée chaque mois par Dilys Roe. Si vous connaissez une publication récente qui examine les liens entre la conservation et la pauvreté et si vous souhaitez qu'elle soit mentionnée dans BioSoc, veuillez en adresser un exemplaire à dilys.roe@iied.org. Pour faire l'objet d'un compte rendu, les publications doivent être accessibles gratuitement sur Internet.

Pour obtenir un complément d'information sur le PCLG, veuillez contacter pclg@iied.org

Tous les numéros sont disponibles en ligne en tapant : www.povertyandconservation.info

Veuillez nous indiquer d'autres réseaux qui pourrait être intéressés par ce bulletin en adressant un courrier électronique à : BioSoc@iied.org

POVERTY AND CONSERVATION LEARNING GROUP (PCLG)

Le PCLG entend partager des informations fondamentales, mettre en valeur des nouvelles recherches importantes et promouvoir l'apprentissage sur les interactions entre pauvreté et conservation. Pour obtenir un complément d'information, consultez www.povertyandconservation.info

SI VOUS NE SOUHAITEZ PLUS RECEVOIR BIOSOC

Veuillez adresser un courrier électronique à BioSoc@iied.org en tapant UNSUBSCRIBE dans la ligne d'objet.